BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE



DÉCEMBRE 2023

collectif DDH

BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

collectif DDH

décembre 2023

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

Cemal Tanhan, un homme de 68 ans incarcéré dans le nord-ouest de la Turquie malgré de graves problèmes de santé, est décédé 29 jours après sa libération.

Mehmet Güvcin, prisonnier de la prison fermée de type T de Şırnak, est décédé à l'hôpital de Diyarbakır.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS



Le Conseil turc de médecine légale (ATK) a publié un rapport selon lequel Makbule Özer, une femme kurde de 81 ans souffrant de graves handicaps et de problèmes de santé, est apte à purger sa peine de prison.



Makbule Özer

Conditions carcérales

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la Turquie pour les mauvaises conditions de détention de huit personnes qui ont reçu moins de trois mètres carrés d'espace de vie dans des prisons surpeuplées à la suite d'un coup d'État manqué en juillet 2016.

Un groupe de plaidoyer, The Arrested Lawyers Initiative, militant en faveur des défenseurs de droits, a déclaré que la surpopulation persiste dans les prisons en Turquie malgré plusieurs tentatives récentes de réformes juridiques et de lois d'amnistie, la population carcérale dépassant le chiffre d'avant la promulgation d'une loi en juillet visant à réduire le nombre dans un délai de cinq mois.

L'écrivain, activiste et journaliste emprisonné Celalettin Can envoie une lettre ouverte aux membres du parlement dans laquelle il décrit les mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques et le refus de probation.

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

- **CONDITIONS INHUMAINES et PRIVATION ARBITRAIRE DES DROITS**

7 prisonniers de la prison fermée de type T de Menemen ont été condamnés à la "privation du droit de visite" pendant 10 mois chacun.

Les prisonniers de la prison fermée de type T de Samsun Bafra ont été forcés de subir des fouilles à l'intérieur de leur bouche, leurs droits sociaux ont été restreints et les livres qui leur avaient été envoyés n'ont pas été remis.

3 prisonniers (Yusuf Bulga, Çeçen Kilkaya et Doğan Özbahçeci) ont été transférés dans d'autres prisons contre leur volonté.

Les livres et les couvertures de certains prisonniers de la prison de type T de Şırnak ont été saisis par les gardiens.

- **REFUS DE SOINS MEDICAUX**

On a appris que MSK, un prisonnier de la prison n°2 de type F d'Izmir, n'avait pas reçu de chaise orthopédique de la part de l'administration pénitentiaire.

Il a été appris que les prisonniers de la prison de haute sécurité d'Antalya avaient été soumis à des fouilles buccales et à des menottes inversées lors de leur transfert à l'hôpital, et que les prisonniers qui rejetaient ces pratiques étaient ramenés en prison sans traitement et n'avaient pas accès à leur droit à la santé.

Ferit Kilis, ancien président du Parti du travail (EMEP) du district de Yüreğir, détenu à la prison d'Adana Kürkçüler, n'a pas pu avoir accès à ses médicaments pour le cœur pendant 4 mois en raison de problèmes d'approvisionnement.

Violence des ordres de force

Cumali Aslanhan, un enseignant arrêté par la police pour vol, a été soumis à la violence physique des officiers de police dans la voiture de police au motif qu'il n'avait pas présenté sa carte d'identité et a été blessé à plusieurs endroits du corps.

Une personne nommée Aydın Demir a été soumise à la violence physique et verbale des officiers de police dans le quartier Yeldeğirmeni du district Kadıköy d'Istanbul, pour avoir demandé la raison d'un contrôle d'identité.

2 personnes détenues dans le village de Göllüce du district d'İznik à Bursa ont été soumises à la torture et à des mauvais traitements au poste de gendarmerie.

Le 12 décembre 2023, une personne nommée İ. K. et les membres de sa famille ont été soumis à la torture et aux mauvais traitements de la police.

Un chauffeur de bus nommé Ayhan G. a été victime de violences physiques de la part d'un officier de police nommé A. Y. avec lequel il s'était disputé à Istanbul.

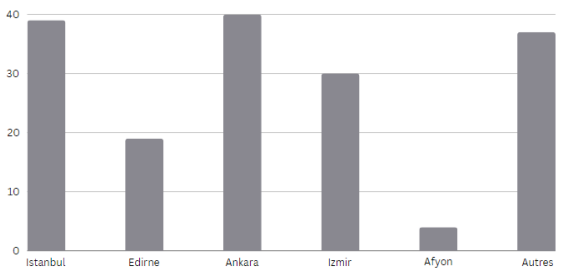
Un tribunal de l'est de la Turquie a condamné à la prison deux femmes, Ayfer Şahin et sa fille Şehriban Mamuk, issues d'une famille ayant subi des mauvais traitements de la part d'agents de police en 2018, pour avoir résisté et insulté ces derniers.

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

L'avocat Bülent Akbay s'est disputé devant le palais de justice du district d'İskenderun à Hatay avec deux personnes, qui seraient le garde du corps et le chauffeur du procureur général, et a été victime de violences physiques de leur part.

RÉPRESSION DE GULENISTES

Tout au long du mois, les procureurs ont ordonné l'arrestation d'au moins **169** personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.



* Infographe produite grâce aux données de l'association Solidarity with OTHERS

En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a estimé que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a une fois de plus critiqué la Turquie pour l'arrestation et la détention provisoire de 366 personnes à la suite de l'échec du coup d'État en Turquie en 2016, en raison de leurs liens présumés avec le mouvement religieux Gülen.



Le ministère de l'intérieur turc a suspendu 445 policiers travaillant pour la direction générale de la sécurité (EGM) en raison de liens présumés avec le mouvement religieux Gülen.

REPRESSION À L'EGARD DES KURDES

Un tribunal du centre de la Turquie a décidé de conclure le procès par contumace d'un gendarme accusé du meurtre collectif d'une famille kurde dans un incendie délibérément allumé en octobre 1993, en raison de l'expiration du délai de prescription.

À l'occasion du 12e anniversaire du massacre de Roboski en 2011, les familles réunies pour commémorer les 34 civils kurdes tués lors d'une frappe aérienne de l'armée turque continuent de demander des comptes pour ces meurtres, dont les auteurs n'ont pas été révélés par le ministère de la Justice et du Développement. Le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP).

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

Ciblage des politiciens kurdes

Edanur Idbrahimoğlu, une jeune porte-parole du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (HEDEP), un parti pro-kurde, a été agressée physiquement par la police qui est intervenue lors d'une conférence de presse organisée par le parti.

Le tribunal turc qui a rejugé Selçuk Mızraklı, l'ancien co-maire de la province à majorité kurde de Diyarbakır, dans le sud-est de la Turquie, qui avait été démis de ses fonctions et remplacé par un administrateur, a prononcé la même peine de plus de neuf ans à l'encontre de l'homme politique.



Selçuk Mızraklı

Les anciens coprésidents de district du Parti démocratique des peuples (HDP), Şiyar Koç et Dilan Çıtanak, sont arrêtés dans le district de Nusaybin à Mardin par la police qui a arrêté la voiture dans laquelle ils se trouvaient dans le cadre d'une enquête basée sur Muş.

Le coprésident du parti DEM, Tuncer Bakırhan, qui a commencé son discours lors des discussions sur le budget à la Grande Assemblée nationale de Turquie (GNAT) par une salutation en kurde, s'est vu répondre par le président de la GNAT, Numan Kurtulmuş : "M. Bakırhan, en tant que GNAT, nous aimerions que vous expliquiez ce que vous avez dit en turc. Il s'agit de la Grande Assemblée nationale de Turquie, le turc sera parlé ici, et puisque notre langue officielle est le turc, nous nous attendons à ce qu'il soit parlé en turc. Au nom de nos amis, nous vous demandons de l'expliquer en turc". Il est également indiqué dans les rapports de presse que les remarques kurdes de Tuncer Bakırhan ont été censurées dans le procès-verbal.

La co-présidente du district du Parti des régions démocratiques (DBP), Remziye Bayhan, a été arrêtée lors d'une descente à domicile dans le district de Nusaybin à Mardin.

Ciblage de population civile

L'avocat Ahmet Atış, qui s'est rendu au poste de gendarmerie de la zone industrielle organisée d'Urfa pour rencontrer son client détenu lors d'une manifestation dans la zone industrielle d'Urfa, a été victime de violences physiques et verbales de la part de soldats, dont une personne qui serait le commandant du poste, parce qu'il parlait kurde avec son client.

Une petite-fille de Sheikh Said, figure emblématique kurde qui a mené une rébellion nationaliste kurde contre la nouvelle République de Turquie en 1925, a reçu l'ordre de publier une photo d'un drapeau turc sur ses comptes de réseaux sociaux pendant 30 jours, à titre de mesure punitive.

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

60 personnes, dont 5 enfants, ont été arrêtées par violence physique après le 1er congrès de l'Assemblée de la jeunesse du parti DEM à Diyarbakır et le parquet de Diyarbakır a ouvert une enquête sur le congrès.

REPRESSION TRANSFRONTALIÈRE

Un récent rapport de Freedom House a identifié la Turquie comme l'un des 26 pays fortement impliqués dans la RÉPRESSION TRANSNATIONALE ciblant les journalistes depuis 2014.

L'Organisation nationale de renseignement turque (MIT) a extradé deux hommes (Mustafa Tan et Mustafa Bircan) d'Algérie dans le cadre de sa campagne internationale d'enlèvements contre des membres présumés du mouvement religieux Gülen.



Mustafa Tan - Mustafa Bircan

DROITS DES FEMMES

Au moins 30 femmes ont été assassinées par des hommes tandis que 19 sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

38 femmes ont été victimes de la violence physique et 5 du harcèlement.



Une équipe féminine turque de volley-ball a été attaquée par des spectateurs lors d'un match à Adana. Une joueuse a dû recevoir des points de suture au genou.

DÉFENSEURS DES DROITS

Le défenseur syrien des droits humains Ahmed Katie a été arrêté par le tribunal le 12 décembre 2023 pour espionnage suite à sa déposition au parquet d'Istanbul. Avant d'être retrouvé il avait été porte disparu par sa famille.

Un tribunal d'Ankara a ordonné la révocation du conseil exécutif de la principale association de médecins de Turquie, l'Association médicale turque (TTB), un an après que la présidente de l'organisation, Şebnem Korur Fincancı, ait été arrêtée pour avoir prétendument diffusé de la propagande terroriste.

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.



Şebnem Korur Fincancı

MINORITÉS ET GROUPES DÉFAVORISÉS

George Aslan, député syriaque du Parti de l'égalité et de la démocratie (DEM), a fait l'objet de remarques hostiles de la part de l'extrême droite pour avoir utilisé sa langue maternelle afin de souhaiter un joyeux Noël lors d'un discours au parlement.



George Aslan

L'administration de l'université Boğaziçi d'İstanbul a interdit la projection d'un film sur les familles d'enfants LGBT sur le campus de l'université.



Boğaziçi University

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Le Conseil supérieur de la radio et de la télévision (RTÜK), l'autorité turque de régulation de l'audiovisuel, a imposé une interdiction temporaire de diffusion ainsi qu'une amende à FOX TV pour une série (Kızıl Goncalar) qui a été critiquée par des groupes religieux en raison de sa représentation critique des cultes islamiques dans le pays.

Le RTÜK a imposé un total de 570 sanctions contre des chaînes de télévision depuis le début de l'année.

Selon the Academic Freedom Index (AFI), la liberté académique en Turquie a fortement regressé au cours de la dernière décennie, plaçant la Turquie à la 166e place sur 179 pays en décembre 2022.

Le cinéaste Ozay Şahin, dans un procès ayant duré près de neuf ans pour son implication dans un documentaire « Ben

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

Uçtum Sen Kaldın » (J'ai volé, tu es resté), a été condamné à 1 an et 13 mois de prison pour « aide à une organisation terroriste ».

Le ministre turc de la Justice, Yılmaz Tunç, a annoncé mercredi que 125 personnes avaient été placées en détention provisoire pour avoir diffusé de la propagande terroriste sur les médias sociaux, et que trois personnes avaient été arrêtées.



Le ministre turque de la Justice, Yılmaz Tunç

18 personnes ont été arrêtées lors de descentes à Mardin et Urfa, pour apologie d'une organisation illégale sur les réseaux sociaux.

Emine Şenyaşar, une femme qui réclamait justice pour trois membres de sa famille assassinés par des personnes liées à un député du AKP, risque jusqu'à deux ans de prison pour avoir prétendument insulté le député İbrahim Halil Yildiz.

Ferit Kilis a été condamné à 5 ans et 9 mois de prison pour ses publications sur les réseaux sociaux sur "les jeûnes de la mort" dans les prisons et a été envoyé à la prison d'Adana Kürkçüler.

Le maire de Bolu du Parti républicain du peuple (CHP), Tanju Özcan, s'est rendu à l'Association sociale, culturelle et solidaire de la jeunesse afghane de Bolu et a demandé aux policiers de retirer l'enseigne de l'association.

Un imam, Mesut Adabağlı, de l'est de la Turquie, a été suspendu en raison de ses critiques de la politique du gouvernement turc concernant la guerre d'Israël contre le Hamas.

Les autorités ont arrêté 14 utilisateurs de TikTok pour avoir diffusé des livestreams sexuellement explicites en échange d'argent et pour avoir abusé de mineurs au cours des six derniers mois.

Ciblage des journalistes

Reporters sans frontières (RSF), a déclaré que la Turquie utilise l'emprisonnement répété de journalistes comme une technique d'intimidation. Le nombre de journalistes emprisonnés dans le pays au cours de l'année 2023 s'élève à 43.



Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

Plusieurs journalistes font l'objet des enquêtes et des poursuites :

L'éminente journaliste Nazlı Ilcak, 79 ans, a été envoyée en prison pour purger une peine prononcée suite à sa condamnation pour diffamation envers un procureur.



Nazlı Ilcak

Une enquête a été ouverte contre Can Atakli en raison de ses déclarations visant le père d'un soldat turc récemment tué lors d'une attaque du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak.



Can Atakli

Furkan Karabay est placé en détention provisoire pour "ciblage de personnes ayant pris part à la lutte contre le terrorisme" et "calomnie" en raison de l'un de ses articles.

Le journaliste Sıddık Güler a été arrêté et envoyé en prison après que sa condamnation pour des accusations liées au terrorisme ait été confirmée par la Cour de cassation.



Sıddık Güler

Tuncay Özdamar, rédacteur en chef de la chaîne publique allemande Westdeutscher Rundfunk Köln (WDR), a été arrêté à Ankara, où il s'était rendu pour rendre visite à sa mère malade, en raison de tweets qu'il avait publiés en 2018.

Censure

L'Autorité turque des technologies de l'information et des communications (BTK) a interdit l'accès à 16 fournisseurs de VPN fréquemment utilisés pour contourner la censure du gouvernement.

La plateforme Read the Docs, qui propose des services de création et d'hébergement de documentation en ligne pour des projets logiciels, a été bloqué par l'Autorité des technologies de l'information et de la communication pour cause de paris illégaux.

Le forum des webmasters et la plateforme indépendante *R10.net*, ainsi que les sites

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

wmaraci.com et *webmasterforum.com.tr,* qui proposent des contenus similaires, ont également été bloqués par la même décision.

L'accès à au moins 4 427 URL composées de comptes et de tweets a été restreint en 2022 en Turquie.

Plusieurs contenus et plateformes en ligne ont été censurés, majoritairement ceux qui dénoncent les illégalités commises par le gouvernement :

L'article intitulé "Tout le monde, de la police au procureur, est impliqué !" publié sur le site birgun.net et qui concerne les allégations de corruption au sein de la magistrature,

Au moins 3 articles de presse concernant le rapport du procureur général d'Istanbul Anatolie, Ismail Uçar, au Conseil supérieur de la magistrature sur le système de corruption dans la justice, au motif d'une violation des droits de la personne,

6 articles de presse mentionnant Murat Çetiner, ancien chef adjoint de la police d'Istanbul et chef de la police de Bakırköy, pour cause de violation des droits de la personne,

2 reportages selon lesquels l'administration de tutelle de l'université Boğaziçi a nommé 65 autres membres au conseil d'administration de la fondation de l'université Boğaziçi (BUi VAK), dont l'épouse du neveu du président Erdoğan, des politiciens de l'AKP, des conseillers présidentiels et d'autres membres proches de l'administration de tutelle.

Au moins 3 articles de presse concernant des contrebandiers de tabac qui ont déposé une plainte contre l'officier de police qui a mené une opération contre eux et qui a entraîné la suspension de l'officier de police, au motif de la violation des droits de la personne.

Au moins 3 articles de presse sur la municipalité métropolitaine d'Istanbul et l'IETT, dans lesquels le nom du député du CHP d'Istanbul Özgür Karabat était mentionné,

Un reportage sur l'abus sexuel d'une fillette de trois ans à Izmir par l'amant de son père pour cause de violation des droits de la personne,

Au moins 3 articles de presse mentionnant Adem Soytekin, le propriétaire d'Asoy Construction, qui participe aux appels d'offres municipaux,

Au moins 6 articles du journaliste Metin Cihan concernant Erkan Kösedağ, directeur provincial adjoint de la culture et du tourisme d'Ağrı et président de la fédération des clubs de sports amateurs d'Ağrı, avait abusé sexuellement d'enfants athlètes,

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION4

L'exposition de photographies de la METU Amateur Photography Society (AFT), qui devait se tenir du 18 au 22 décembre, a été « reportée » un jour avant l'exposition sous le nom de « report » sans aucune justification.

Les préfets de Bingöl et Siirt ont annoncé une interdiction de tous les événements tels

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

que les manifestations, les marches, les déclarations à la presse, les grèves de la faim, les sit-in de protestation, les rassemblements, l'ouverture de stands, l'installation de tentes, la distribution de tracts, la suspension de bannières et les activités similaires sont interdits pendant 6 jours.

Une similaire interdiction a été ordonnée pour 3 jours par le préfet d'Urfa.

Arrestations et procès

97 manifestants qui s'étaient rassemblés dans le quartier de Kadıköy à İstabul peu après les deux puissants tremblements de terre qui ont frappé le sud de la Turquie au début de l'année, affirmant que la corruption était la cause de la dévastation qui s'en est suivie et du nombre élevé de morts, ont été inculpés.

Plusieurs personnes ont été arrêtées lors des manifestations :

- 60 personnes à Diyarbakir pour participation à un rassemblement du parti pro-kurde DEM ;
- 92 personnes, dont le directeur du BIdRTEK-SEN Çayan Dursun et le spécialiste de l'organisation du BIdRTEK-SEN Deniz Kar, lors d'une manifestation syndicale à Urfa,
- 46 personnes, dont le co-président d'Istanbul du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (HEDEP), lors de la manifestation organisée par l'Association Anatolienne pour l'Assistance et la Solidarité avec les Familles aynat perdu leurs proches (ANYAKAYDER) à Istanbul
- 16 personnes à Urfa et Tunceli, lors des déclarations de presse du Parti DEM contre les opérations militaires dans le nord-est de la Syrie.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

Un expert médico-légal turc a admis avoir accepté des pots-de-vin et a soumis une liste de 53 juges et procureurs qui, selon lui, ont également accepté des pots-de-vin, dans le cadre d'allégations de corruption rampante dans le système judiciaire du pays, déclenchées par une lettre du procureur général d'Istanbul en octobre.



Un rapport publié jeudi par le Groupe d'États contre la corruption (GRECO), l'organisation anti-corruption du Conseil de l'Europe, a montré une fois de plus l'incapacité de la Turquie à mettre pleinement en œuvre la majorité des recommandations anti-corruption du groupe, son niveau de conformité restant "globalement insatisfaisant", comme dans le rapport précédent.

La police turque fait une descente dans un appartement d'İstanbul appartenant à Ali Yeşildağ, un ancien confident du président

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

Recep Tayyip Erdoğan qui a fait des révélations choquantes sur le président au début de l'année, et arrête sa femme.

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, lors de sa réunion trimestrielle du 5 au 7 décembre, s'est penché sur le non-respect par la Turquie des arrêts de la CEDH dans les affaires du leader kurde emprisonné Selahattin Demirtaş et d'Osman Kavala :

> « " *L'Assemblée appelle les États membres et observateurs du Conseil de l'Europe et l'Union européenne: (...) à appliquer leur «législation Magnistki» ou d'autres instruments juridiques pour imposer des sanctions ciblées à l'encontre de tous ceux qui en tant qu'officiers de police, procureurs, juges, fonctionnaires de l'administration pénitentiaire ou autres fonctionnaires, ont contribué à la privation illégale et arbitraire de la liberté d'Osman Kavala.* »

Les dernières statistiques publiées par la CEDH montrent que les affaires pendantes déposées contre la Turquie représentent 33,2 % de l'ensemble des affaires traitées par la Cour.

Kerem Gülay, universitaire de l'université Koç en Turquie, a déclaré que les juges et les procureurs qui sont responsables de l'incarcération massive de personnes pour appartenance au mouvement Gülen en raison de l'utilisation de l'application pour smartphone ByLock pourraient être accusés de crimes contre l'humanité s'ils voyagent à l'extérieur du pays.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a notifié à Ankara un millier de demandes de condamnation de membres du mouvement Gülen pour l'utilisation de l'application ByLock pour smartphone, à la suite d'un arrêt de principe rendu en septembre, selon lequel l'utilisation de l'application ne constitue pas un élément de preuve fiable ni une infraction pénale.

Des membres de la Cour de cassation ont déposé des plaintes pénales contre un éminent professeur de droit, İzzet Özgenç, en raison de ses remarques sur une récente crise impliquant les deux plus hautes juridictions du pays concernant le cas d'un législateur emprisonné.



İzzet Özgenç

Mohamed Hassan Sheik Mohamud, un fils du président de la Somalie impliqué dans un accident de la route ayant entraîné la mort d'un coursier à moto à Istanbul, a quitté la Turquie quelques jours après l'incident.

Fuat Oktay, ancien vice-président de la Turquie et actuel député du parti au pouvoir, a nié mercredi les allégations selon lesquelles il aurait reçu 50 millions de dollars de pots-de-vin de la part d'un groupe mafieux pour protéger leurs actifs dans le pays et a accusé le journaliste qui a révélé l'histoire d'être un "terroriste".

Ce bulletin est rédigé sur la base de données de l'association Solidarity with Others située à Bruxelles et la Fondation de Turquie des droits de l'homme (TIHV) située en Turquie.

COLLECTIF POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

"Collectif pour la Défense des Droits de l'Homme" est un groupement basé à Paris, ayant pour but de sensibiliser aux violations des droits humains en Turquie et de créer des sources francophones en la matière.

CONTACT

https://collectifddh.fr/

collectifddh@gmail.com

RÉFÉRENCES ET SOURCES

Ce bulletin est rédigé grâce à

Association Solidarity with OTHERS située à Bruxelles

et

Fondation de Turquie des droits humains (TIHV) située en Turquie.